

---

Troisième session, vingt-neuvième Législature

---

---

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

**Projet de loi 109**  
(PRIVÉ)

Loi concernant les successions de  
Patrick Labelle et de Maxime Brisebois

**Bill 109**  
(PRIVATE)

An Act respecting the estates of Patrick  
Labelle and Maxime Brisebois

---

Première lecture

---

---

First reading

---



M. SPRINGATE

---

QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER  
L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
ROCH LEFEBVRE

1972

## Projet de loi 109

(PRIVÉ)

Loi concernant les successions de  
Patrick Labelle et de Maxime Brisebois

ATTENDU que Ghislaine Brisebois, de Kamloops, Colombie Britannique, Lise Brisebois, de la Ville de Saint-Laurent, Jean Hamilton, de la Ville de Montréal, demeurant présentement à Fort Lauderdale, État de Floride, en sa qualité de tutrice à ses deux enfants mineurs Leslie Ann et Mark Maxime, issus de son mariage avec Gilles Brisebois, décédé, René Sénécal, de la Ville de Montréal, en sa qualité de curateur à Yvonne Labelle, Colombe Cousineau, de la Ville de Montréal et Vincent de Paul Marceau, de la ville de Dollard des Ormeaux, en leur qualité de co-curateurs à Micheline Brisebois, Roland Brisebois, de la Ville de Laval, et Marie-Antoinette Gervais, de la Ville de Laval, en leur qualité de co-curateurs à Suzanne Brisebois, de la Ville de Montréal et le Trust Général du Canada, corporation ayant son siège social à Montréal, agissant en sa qualité de fiduciaire et exécuteur testamentaire de la succession de feu Patrick Labelle, aux termes de l'article 5 du chapitre 167 des lois de 1953/1954, ont, par leur pétition, représenté:

Que, par son testament passé le 2 juin 1925 devant le notaire Joseph E. Lemire, Patrick Labelle a nommé son épouse Adelina Rochon et son gendre Maxime Brisebois, comme ses légataires fiduciaires et exécuteurs testamentaires à qui il a accordé la saisine de tous ses biens pour en disposer de la manière y indiquée pour le bénéfice de son épouse, Adelina Rochon,

## Bill 109

(PRIVATE)

An Act respecting the estates of Patrick  
Labelle and Maxime Brisebois

WHEREAS Ghislaine Brisebois, of Kamloops, British Columbia, Lise Brisebois of the town of Saint-Laurent, Jean Hamilton of the City of Montreal, at present residing at Fort Lauderdale, State of Florida, in her capacity of tutrix to her two minor children Leslie Ann and Mark Maxime, born of her marriage with Gilles Brisebois, deceased, René Sénécal of the City of Montreal, in his capacity of curator to Yvonne Labelle, Colombe Cousineau, of the City of Montreal and Vincent de Paul Marceau, of the town of Dollard des Ormeaux, in their capacity of co-curators to Micheline Brisebois, Roland Brisebois, of the City of Laval, and Marie-Antoinette Gervais, of the City of Laval, in their capacity of co-curators to Suzanne Brisebois of the City of Montreal, and General Trust of Canada, a corporation having its corporate seat at Montreal, acting in its capacity of trustee and testamentary executor of the estate of the late Patrick Labelle, under the terms of section 5 of chapter 167 of the statutes of 1953/1954, have by their petition represented:

That, by his will made on the 2nd of June 1925 before Joseph E. Lemire, notary, Patrick Labelle appointed his wife Adelina Rochon and his son-in-law Maxime Brisebois, as his fiduciary legatees and testamentary executors, to whom he granted the seizin of all his property to dispose thereof in the manner indicated therein for the benefit of his wife, Adelina

sa vie durant, puis de sa fille, Yvonne Labelle, sa vie durant, quant aux revenus de sa succession, et en définitive, quant au capital, des enfants issus du mariage de cette dernière avec Maxime Brisebois, lesquels enfants il institua ses légataires universels;

Que Patrick Labelle est décédé le 2 février 1934 et Adelina Rochon le 27 juin 1952 et que, depuis cette dernière date, Yvonne Labelle a droit à la totalité des revenus de ladite succession;

Que Maxime Brisebois est décédé à Montréal, le 22 février 1971, laissant un testament fait en la forme dérivée de la loi d'Angleterre, le 15 janvier 1971, vérifié à la Cour supérieure du district de Montréal, le 11 mars 1971, sous le numéro 378/1971, par lequel il a nommé comme fiduciaires et exécuteurs testamentaires Bernard Brisebois et ses neveux Roland Brisebois et Vincent de Paul Marceau et il a en outre institué son épouse Yvonne Labelle légataire en usufruit et donné instruction de retarder jusqu'au décès de celle-ci la réclamation du paiement à sa succession personnelle d'une somme de \$151,306.19 dont elle s'était reconnue débitrice envers lui suivant billet notarié devant le notaire André Hogue, le 10 janvier 1968, sous le numéro 953 du répertoire de ce dernier;

Que Maxime Brisebois agissait de son vivant à la fois comme l'un des fiduciaires et exécuteurs testamentaires de la succession dudit Patrick Labelle, conjointement avec Marcel Faribault quant au capital mais seul quant aux revenus, en vertu des articles 1, 2 et 3 du chapitre 167 des lois de 1953/1954, et comme procureur de son épouse Yvonne Labelle, en plus d'être curateur à sa fille Micheline Brisebois;

Qu'en ces qualités, Maxime Brisebois faisait à ses enfants, y compris Bernard Brisebois, à même les revenus de sa dite épouse, des remises de deniers pour les aider à subvenir à leurs besoins, Ghislaine Brisebois étant mère de huit enfants, Lise Brisebois, de deux enfants mineurs, Gilles Brisebois, maintenant décédé, de deux enfants mineurs, Micheline Brisebois et Suzanne Brisebois étant incapables de subvenir à leurs besoins;

Rochon, for her lifetime, then of his daughter, Yvonne Labelle, for her lifetime, as regards the revenues of his estate, and finally, as regards the capital, of the children born from the marriage of the latter and Maxime Brisebois, which children he instituted his universal legatees;

That Patrick Labelle died on the 2nd of February 1934 and Adelina Rochon on the 27th of June 1952 and that, since such date, Yvonne Labelle is entitled to the whole revenue of the said estate;

That Maxime Brisebois died at Montreal on the 22nd of February 1971, leaving a will made in the form derived from the law of England, on the 15th of January 1971, probated in the Superior Court of the district of Montreal, on the 11th of March 1971, under number 378/1971, whereby he appointed as trustees and testamentary executors Bernard Brisebois and his nephews Roland Brisebois and Vincent de Paul Marceau and further instituted his wife Yvonne Labelle as legatee in usufruct and gave instructions to delay until her death the claim for payment to his personal estate of a sum of \$151,306.19 which she had acknowledged to owe him by a notarial note before André Hogue, notary, on the 10th of January 1968, under number 953 of his minutes;

That Maxime Brisebois acted in his lifetime both as one of the trustees and testamentary executors of the estate of the said Patrick Labelle, jointly with Marcel Faribault as regards the capital but alone as regards the revenues, under sections 1, 2 and 3 of chapter 167 of the statutes of 1953/1954, and as attorney of his wife Yvonne Labelle, in addition to being curator to his daughter Micheline Brisebois;

That in such capacities, Maxime Brisebois made to his children, including Bernard Brisebois, out of the revenues of his said wife, outlays of money to assist them to provide for their needs, Ghislaine Brisebois being the mother of eight children, Lise Brisebois, of two minor children, Gilles Brisebois, now deceased, of two minor children, Micheline Brisebois and Suzanne Brisebois being unable to provide for their needs;

Que ces remises de deniers ont été faites à des intervalles sensiblement réguliers, et en définitive mensuellement, étant qualifiées de prêts, d'avances ou autrement, mais constituaient à tous égards l'accomplissement d'une obligation alimentaire de la part de ladite Yvonne Labelle, ce qu'il y a lieu de faire confirmer;

Que les biens capitaux de la succession de Patrick Labelle consistent exclusivement, si l'on excepte une minime somme en banque, en propriétés immobilières dont deux sont importantes et produisent le plus clair des revenus de ladite succession, savoir: une située à Ottawa, louée à long terme à Commonwealth Holiday Inn Inc. et grevée d'une hypothèque de plus de \$900,000 amortissable sur les prochaines sept années et qui représente le solde du coût de la construction du motel y érigé, et l'autre située à Montréal connue sous le numéro 1576 du quartier Saint-Antoine, formant l'angle des rues Dorchester, Bishop et Crescent et construite d'un garage;

Que ce dernier immeuble est grevé d'une prohibition d'aliéner aux termes du testament de Patrick Labelle et a été jusqu'à présent exploité comme garage, notamment en vertu d'un bail à long terme consenti à Mid-Town Motor Sales Ltd., devant le notaire Lionel Leroux, le 4 janvier 1956, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1,180,363 et qui a fait l'objet d'une ratification par la Législature en vertu du chapitre 175 des lois de 1956/1957;

Que vu les transformations majeures opérées dans le quartier où se trouve ce dernier immeuble, son exploitation comme garage, tel que prévu par le testateur, est devenue problématique et qu'il y a lieu d'autoriser les fiduciaires et exécuteurs testamentaires dudit Patrick Labelle à en disposer au mieux;

Que parmi les autres biens de ladite succession se trouve un immeuble portant le numéro 818 de la rue Sherbrooke est à Montréal, connu sous les numéros 119-41 et 119-P. 43 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, lequel immeuble a servi de résidence à Maxime Brisebois et Yvonne Labelle depuis le

That such outlays of money were made at practically regular intervals, and finally monthly, being qualified as loans, advances or otherwise, but constituted in all respects the fulfilment of an alimentary obligation on the part of the said Yvonne Labelle, which it is expedient to have ratified;

That the capital property of the estate of Patrick Labelle consists exclusively, if a small sum in the bank is excepted, of immoveable properties of which two are considerable and produce the better part of the revenues of the said estate, to wit: one situated at Ottawa, on long term lease to Commonwealth Holiday Inn Inc. and encumbered by a hypothec of more than \$900,000 amortizable over the next seven years and which represents the balance of the construction cost of the motel erected thereon, and the other situated at Montreal known under number 1576 of St. Antoine ward, forming the corner of Dorchester, Bishop and Crescent streets and with a garage erected thereon;

That such last immoveable is encumbered with a prohibition to alienate under the terms of the will of Patrick Labelle and has until now been operated as a garage, particularly under a long term lease granted to Mid-Town Motor Sales Ltd., before Lionel Leroux, notary, on the 4th of January 1956, registered in the office of the registration division of Montreal under number 1,180,363 and which formed the object of a ratification by the Legislature under chapter 175 of the statutes of 1956/1957;

That owing to the major transformations carried out in the ward where such immoveable is situated, its operation as a garage, such as provided for by the testator, has become problematical and it is expedient to authorize the trustees and testamentary executors of the said Patrick Labelle to dispose thereof to advantage;

That among the other property of the said estate is found an immoveable bearing number 818 of Sherbrooke street east at Montreal, known under numbers 119-41 and 119-P. 43 on the official plan and book of reference of St. James ward, which immoveable has served as residence for Maxime Brisebois and Yvonne Labelle

décès de Patrick Labelle et est présentement habité par ladite Yvonne Labelle;

Que ledit Maxime Brisebois s'était fait consentir par certains de ses enfants une cession de leurs droits et intérêts présents ou éventuels dans ledit immeuble, quant à Ghislaine, Suzanne et Lise Brisebois, suivant acte devant le notaire Robert Désy, le 8 janvier 1953, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 990122 et quant à Gilles Brisebois, suivant acte devant le même notaire, le 6 juillet 1954, et enregistré au même bureau sous le numéro 1082838, lesquels actes sont contraires à la prohibition d'aliéner imposée à ses légataires par Patrick Labelle et qu'il y a lieu de faire déclarer la nullité desdits actes;

Que par suite de l'âge et l'état de santé d'Yvonne Labelle, de la condition de certains de ses enfants et petits-enfants, il y a lieu de décréter des dispositions additionnelles pour assurer la meilleure gestion de ladite succession et l'avantage de ses bénéficiaires;

Attendu que les pétitionnaires ont demandé l'adoption d'une loi à ces fins et qu'il y a lieu d'accéder à leur demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** Jusqu'au décès d'Yvonne Labelle, après déduction des sommes requises pour son entretien, maintien et subsistance, soins, logement, domestiques, habitations, taxes, frais et dépenses accessoires et pour l'acquittement et l'exécution de toute obligation à la charge de ladite Yvonne Labelle s'il y a lieu, tel que déterminé par son curateur, le surplus des revenus nets de la succession de Maxime Brisebois sera, chaque année, divisé en six parts égales dont l'une sera attribuée à chacun desdits Micheline, Ghislaine, Suzanne, Lise et Bernard Brisebois et une autre aux enfants dudit Gilles Brisebois, sous réserve des dispositions suivantes:

a) la part de tels revenus attribuée à chacun desdits enfants majeurs et capables lui sera remise au moyen de mensualités ou autrement;

since the death of Patrick Labelle and is at present occupied by the said Yvonne Labelle;

That the said Maxime Brisebois had certain of his children agree to a transfer of their rights and interests, present or eventual, in the said immovable, as regards Ghislaine, Suzanne and Lise Brisebois, pursuant to a deed before Robert Désy, notary, on the 8th of January 1953, registered in the office of the registration division of Montreal, under number 990122, and as regards Gilles Brisebois, pursuant to a deed before the same notary, on the 6th of July 1954, and registered in the same office under number 1082838, which deeds are contrary to the prohibition to alienate imposed on his legatees by Patrick Labelle and it is expedient to have the said deeds declared null;

That owing to the age and state of health of Yvonne Labelle and to the condition of certain of her children and grandchildren, it is expedient to enact additional provisions to ensure the better management of the said estate and the advantage of its beneficiaries;

Whereas the petitioners have prayed for the passing of an act for such purposes and it is expedient to grant their prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Until the death of Yvonne Labelle, after deduction of the sums required for her support, maintenance and subsistence, care, lodging, servants, housing, taxes, costs and accessory expenses and for the discharge and execution of any obligation to the charge of the said Yvonne Labelle if expedient, as determined by her curator, the surplus of the net revenues of the Maxime Brisebois estate shall, each year, be divided into six equal shares one of which shall be allocated to each of the said Micheline, Ghislaine, Suzanne, Lise and Bernard Brisebois and another to the children of the said Gilles Brisebois, subject to the following provisions:

(a) the share of such revenues allocated to each of the said children of full age and capable shall be remitted by means of monthly payments or otherwise;

b) remise sera également faite par mensualités, aux curateurs respectifs desdites Micheline et Suzanne Brisebois, de telle portion des revenus de sa part qui pourra être requise pour chacune d'elles au jugement desdits curateurs;

c) le surplus non utilisé de tels revenus sera retourné à la masse de la succession et les fiduciaires les capitaliseront pour le bénéfice respectif de Micheline et Suzanne Brisebois, lequel surplus leur sera remis dans l'éventualité où la curatelle prendrait fin;

d) la part qui revient aux enfants mineurs de Gilles Brisebois, tel que prévu ci-haut, sera remise à Jean Hamilton, en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs dudit Gilles Brisebois, toujours par mensualités ou autrement, jusqu'à leur majorité respective.

**2.** Nonobstant toutes dispositions contraires dans le testament de Patrick Labelle, passé le 2 juin 1925 devant le notaire E. Lemire sous le numéro 5731 de ses minutes, les fiduciaires et exécuteurs testamentaires sont autorisés à disposer du lot 1576 du quartier Saint-Antoine de la Ville de Montréal, par vente, bail emphytéotique ou autrement, y compris le droit d'emprunter sous forme d'hypothèque, aux prix et conditions qu'ils jugeront convenables, à la seule condition d'obtenir le consentement de la majorité des personnes étant soit des légataires universels majeurs et capables de feu Patrick Labelle, soit curateur à un desdits légataires universels incapables, soit tutrice aux enfants de Gilles Brisebois, soit curateur à Yvonne Labelle, et ce, sans qu'il soit besoin d'intervention judiciaire ou de conseil de famille pour autoriser le tuteur ou le curateur à ce consentement.

**3.** Les remises de deniers faites par Maxime Brisebois et Yvonne Labelle à leurs enfants, y compris Bernard Brisebois, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, sont déclarés avoir été l'acquittement d'une obligation alimentaire et ne pas comporter d'obligation de remboursement.

(b) remittance shall also be made, by monthly payments, to the respective curators of the said Micheline and Suzanne Brisebois, of such portion of the revenues of her share which may be required for each of them in the judgment of the said curators;

(c) the unused surplus of such revenues shall be returned to the bulk of the estate and the trustees shall capitalize them for the respective benefit of Micheline and Suzanne Brisebois, which surplus shall be remitted to them in the eventuality the curatorship should end;

(d) the share reverting to the minor children of Gilles Brisebois, as provided for above, shall be remitted to Jean Hamilton, in her capacity of tutrix to the minor children of the said Gilles Brisebois, always by monthly payments or otherwise, until their respective majorities.

**2.** Notwithstanding any contrary provisions in the will of Patrick Labelle, made on the 2nd of June 1925 before E. Lemire, notary, under number 5731 of his minutes, the trustees and testamentary executors are authorized to dispose of lot 1576 of St. Antoine ward of the City of Montreal, by sale, emphyteutic lease or otherwise, including the right to borrow under the form of hypothec, at the costs and on the conditions they deem expedient, with the sole condition of obtaining the consent of the majority of the persons who are either universal legatees of full age and capable of the late Patrick Labelle, curator to one of the said incapable universal legatees, tutrix to the children of Gilles Brisebois, or curator to Yvonne Labelle, without necessity of judicial intervention or a family council to authorize the tutor or the curator for such consent.

**3.** The remittances of money made by Maxime Brisebois and Yvonne Labelle to their children, including Bernard Brisebois, prior to the coming into force of this act, are declared to have been the discharge of an alimentary obligation and not to imply obligation of reimbursement.

**4.** Les actes passés devant le notaire Robert Désy, sous les numéros 11533 et 12799 de son répertoire, et enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous les numéros 970122 et 1082838, sont déclarés nuls et le registrateur de Montréal est requis d'enregistrer contre l'immeuble qui y est décrit une déclaration comportant le texte du présent article ainsi qu'une description de l'immeuble et énonçant la nullité des actes qui y est déclarée.

**5.** Au décès d'Yvonne Labelle, le partage des biens de la succession de Patrick Labelle sera retardé, quant à tout partage partiel, jusqu'à ce que l'un des immeubles d'Ottawa ou de l'angle des rues Dorchester, Bishop et Crescent à Montréal ait été vendu, tout partage final devant être retardé jusqu'à la vente du second de ces immeubles, telles ventes devant requérir le consentement de la majorité des personnes mentionnées à l'article 2, celui du curateur à Yvonne Labelle n'étant plus alors requis.

**6.** Les biens qui, par ces partages, partiels ou finals, seront attribués aux légataires majeurs et capables leur seront remis par les fiduciaires et exécuteurs testamentaires. Ceux attribués à des légataires incapables seront administrés divisément mais continueront à faire partie des capitaux de la succession de Patrick Labelle et seront éventuellement dévolus aux autres bénéficiaires capables de ladite succession advenant le décès de chaque légataire incapable. Quant aux biens attribués à des enfants mineurs, notamment ceux de Gilles Brisebois, ils ne leur seront remis qu'à leur majorité, sous réserve des dispositions de l'article 7.

**7.** À même les biens capitaux revenant aux enfants de Gilles Brisebois, les fiduciaires et exécuteurs testamentaires de ladite succession devront retenir par devers eux des biens suffisants pour assurer à Jean Hamilton, leur mère, mais ce durant viduité seulement, une pension non inférieure à \$600 par mois à la valeur du dollar telle qu'établie lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, le capital

**4.** The deeds made before Robert Désy, notary, under numbers 11533 and 12799 of his minutes, and registered in the office of the registration division of Montreal under numbers 970122 and 1082838, are declared null and the registrar of Montreal is required to register against the immovable described therein a declaration including the text of this section and a description of the immovable and stating the nullity of the deeds declared therein.

**5.** Upon the death of Yvonne Labelle, the division of the property of the estate of Patrick Labelle shall be delayed, as regards any partial division, until one of the immovables at Ottawa or at the corner of Dorchester, Bishop and Crescent streets in Montreal has been sold, any final partition must be delayed until the sale of the second of such immovables, such sales requiring the consent of the majority of the persons mentioned in section 2, that of the curator to Yvonne Labelle being then no longer required.

**6.** The property which, by such partitions, partial or final, shall be allocated to the legatees of full age and capable shall be remitted to them by the trustees and testamentary executors. Those allocated to incapable legatees shall be administered separately but shall continue to form part of the capital of the estate of Patrick Labelle and shall eventually devolve to the other capable beneficiaries of the said estate in the case of the death of each incapable legatee. As regards the property allocated to minor children, particularly those of Gilles Brisebois, they shall be remitted to them only upon the age of majority, subject to the provisions of section 7.

**7.** Out of the capital property devolving to the children of Gilles Brisebois, the trustees and testamentary executors of the said estate must retain on hand property sufficient to ensure to Jean Hamilton, their mother, but during widowhood only, a pension not under \$600 per month at the value of the dollar as established upon the coming into force of this act, the capital of the said property to be remitted to the

desdits biens devant être remis aux propriétaires à l'expiration de telle obligation alimentaire.

**8.** Le curateur à Yvonne Labelle est spécialement autorisé, moyennant qu'il obtienne à ce propos le consentement de Ghislaine et Lise Brisebois, à faire avec les exécuteurs testamentaires de Maxime Brisebois toute transaction touchant les réclamations dudit Maxime Brisebois contre sa dite épouse ou inversement, aussi bien qu'à renoncer s'il le juge à propos à l'usufruit de la succession dudit Maxime Brisebois.

**9.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

owners upon the expiration of such alimentary obligation.

**8.** The curator to Yvonne Labelle is specially authorized, providing he obtains for such object the consent of Ghislaine and Lise Brisebois, to make with the testamentary executors of Maxime Brisebois any transaction affecting the claims of the said Maxime Brisebois against his said wife or conversely, as well as to renounce if he deems it expedient the usufruct of the estate of the said Maxime Brisebois.

**9.** This act shall come into force on the day of its sanction.